



Lundi 16 septembre 2024

Gisèle Pelicot donne de la voix à toutes les femmes qui se battent contre cette société

Le 2 septembre dernier s'est ouvert le procès de Dominique Pelicot. Ce père de famille a, pendant des années, drogué sa femme, Gisèle, pour la soumettre à des viols et violences sexuelles. Ce qui est tout aussi choquant dans cette affaire, c'est qu'aux côtés de Dominique Pelicot comparaissent cinquante autres coaccusés qui ont également participé aux viols. Dominique Pelicot les avait contactés *via* un site connu pour être un lieu de rencontres de prédateurs sexuels et de pédocriminels, un site qui n'a pourtant été fermé qu'en juin 2024, après 23 000 procédures engagées.

Les violences contre les femmes restent un trait fondamental de la société actuelle

Dominique Pelicot a affirmé que, sur ce site, seuls trois hommes sur dix refusaient ses propositions. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun ne l'a dénoncé.

Les commentateurs soulignent le fait que ces cinquante coaccusés sont des « Messieurs-tout-le-monde ». Eh oui, ce procès vient rappeler que l'écrasante majorité des viols dans la société sont le fait de proches des victimes, souvent le compagnon ou le mari. Les récentes affaires autour de la famille Duhamel ont rappelé également que l'inceste reste un fait ordinaire dans bien des familles...

Entre 2020 et 2021, le nombre de féminicides a augmenté de 20 %, et les études montrent que seuls 0,6 % des viols et tentatives de viol ont donné lieu à une condamnation. Les révélations autour de l'abbé Pierre, dont le pape vient de reconnaître que le Vatican connaissait les agissements, montre combien les institutions cherchent à camoufler cette violence.

Un crime à l'image de la violence de la société capitaliste et patriarcale

Ces crimes sordides n'ont en réalité malheureusement rien d'étonnant dans la société dans laquelle nous vivons. L'exploitation est le fondement du capitalisme qui s'appuie sur tout ce qui peut la maintenir, et l'oppression des femmes en fait partie. En 2024,

les femmes gagnent encore en moyenne 24 % de moins que les hommes. Pour perpétuer leur domination, les capitalistes utilisent tout ce qui peut diviser les travailleurs et travailleuses : le sexisme, le racisme et les préjugés les plus réactionnaires en sont des exemples.

Des luttes des femmes qui donnent espoir

Gisèle Pelicot a fait le choix de refuser le huis clos et de témoigner à visage découvert dans la presse : « *Ce n'est pas pour moi que je témoigne, mais pour toutes ces femmes qui subissent la soumission chimique* », a-t-elle dit. Son avocat a ajouté : « *Il faut que la honte change de camp.* » Samedi 14 septembre, des milliers de femmes ont manifesté en soutien à Gisèle Pelicot et contre les violences faites aux femmes.

Cette vague de solidarité entre en résonance avec le soulèvement des femmes en Inde contre le viol et le meurtre d'une jeune médecin dans l'hôpital où elle exerçait. Elle fait écho à toutes les mobilisations des femmes qui ont eu lieu ces derniers mois à l'échelle internationale, contre la tentative d'interdiction de l'avortement en Pologne, pour sa légalisation en Argentine, sans oublier le mouvement révolutionnaire des femmes en Iran...

Nous sommes résolument du côté de ces femmes qui se battent, pour en finir avec le capitalisme, ses oppressions, et toutes les violences qui en découlent.

La grève : le seul dialogue que comprend la direction

Montage, jeudi 12 septembre, 40 ouvriers ont débrayé 2 heures, mercredi 4 septembre, 70 ouvriers ont débrayé pendant 3 heures. En quelques jours ce sont donc 110 salariés qui ont débrayé et arrêté la production, contre les postes surchargés et pour exiger notamment l'arrêt des mutations forcées. La direction s'est empressée d'annoncer des renforts sur les lignes, c'est loin du compte mais c'est déjà une première victoire. Pour obtenir plus, il faudra qu'on s'y mette tous, de toutes les équipes et tous les bâtiments.

Déstabiliser pour faire démissionner

Montage, mercredi, la grande majorité des caristes de l'équipe B, puis de l'équipe A se sont réunis pendant la pause de 10h50 et le début d'équipe à 13h pour discuter. La direction veut muter beaucoup de cariste du Montage sur chaîne (qu'importe l'ancienneté, l'âge et les restrictions médicales) et les remplacer par des caristes du Ferrage et de l'Emboutissage. Le but : les faire bouger, les faire craquer et avoir plus de démissions avec le plan DAEC. Les caristes du Ferrage et de l'Emboutissage n'ont rien demandé et souhaitent rester dans leurs secteurs. Quel que soit le bâtiment, les caristes ont déjà un poste, exigeons tous ensemble qu'ils y restent.

Une autre logique

La direction veut encore qu'on vienne 1 samedi par équipe et 1 vendredi en nuit. Elle prétend qu'elle a une augmentation des commandes... et bien qu'elle arrête de vider l'usine et qu'elle embauche, on pourra travailler sur 5 jours. H+ obligatoire à la poubelle !

Une gestion précaire

À cause du sous-effectif qu'elle a créé, la direction a fait venir 26 salariés italiens et va reprendre en CDD des anciens intérimaires. Ils sont évidemment les bienvenus. Mais ce qu'il faudra ce sont surtout des embauches massives en CDI pour les jeunes. Travailler comme un forcené pour se faire virer ensuite ce n'est pas une vie, ou alors une vie de précarité !

Et les italiens de Fiat Mirafiori qui chôment des mois d'affilée avec pertes de salaire, ils préféreraient sûrement travailler et être payés correctement dans leur usine d'origine au lieu de faire les nomades.

Stellantis a bien d'autres priorités

Stellantis a été condamné à verser plus de 106 768 € de dédommagement par le Tribunal de Douai à un ancien intérimaire. À Stellantis Valenciennes, en août 2018, à 21 ans, il avait été grièvement blessé : un transpalette électrique reconnu « pas aux normes » a fait chuter des caisses de pièces de plus d'une tonne sur lui, il a dû subir 4 interventions chirurgicales. Des salariés avaient alerté la direction sur la sécurité des installations... mais la direction n'en avait pas tenu compte, trop occupé à calculer ses profits.

Ceux de Valeo ne comptent pas se laisser faire !

Mardi un rassemblement de près de 200 salariés du sous-traitant Valeo et leurs soutiens a eu lieu devant le siège parisien du groupe. La direction veut fermer 3 sites (en Sarthe, Isère et Yvelines) et supprimer 1 050 emplois. Valeo a fait 221 millions de profits en 2023 et a un chiffre d'affaires de 22 milliards, en progression de 10 % en 1 an, a les moyens de garder tout le monde.

Ceux d'Isère réclament 150 000 à 200 000 € d'indemnités. Les Valeo sont déterminés à ne pas se laisser faire et à faire parler d'eux. Et la meilleure manière de le faire c'est de ne pas rester isolé et de s'allier à d'autres travailleurs qui ont ou vont subir les mêmes menaces, c'est-à-dire tout le secteur automobile.

« Valeo – MA France : Tous ensemble ! »

À ce rassemblement il y avait des délégations d'au moins 10 sites Valeo, ainsi que des sites de Stellantis Poissy, Renault Lardy, Bosch Saint-Ouen, La Poste, des ex-Goodyear... Et la présence remarquée d'une délégation d'ouvriers de MA France (Aulnay) invités par les Valeo du site de Saint-Quentin-Fallavier (Isère). Quelques jours plus tôt, ils s'étaient contactés. Le message de soutien des MA France était clair et sincère : « Valeo – MA France : même combat ! » Les deux ont pour principal donneur d'ordre Stellantis.

Le rendez-vous a été donné à tous de se retrouver avec les travailleurs menacés, pour manifester au Salon de l'Auto le 17 octobre. Afin que plus un seul Valeo ou MA France ne se retrouve seul face aux licenciements.

La liste s'allonge... la colère aussi

En début de semaine, les dirigeants de Novares ont annoncé leur intention de fermer l'usine d'injection plastique pour l'automobile d'Ostwald près de Strasbourg, mettant 126 salariés au chômage.

La semaine dernière, 200 salariés du centre technique de Renault-Alpine de Viry-Châtillon (91) manifestaient à Boulogne-Billancourt avec leurs soutiens contre les menaces concernant les 350 emplois de leur site dédié au moteur de Formule 1 depuis 50 ans.

Que ce soit en France ou l'étranger, que cela concerne les ouvriers ou les techniciens et ingénieurs, les patrons de l'automobile accélèrent les destructions d'emplois avec l'aide des gouvernements.

Crise automobile ? Pas pour les patrons milliardaires

Audi veut fermer en 2025 son usine d'assemblage d'automobile de Bruxelles qui emploie 3 000 salariés. En réponse, les salariés ont confisqué pendant plusieurs jours 200 clés de voitures (des Audi Q4 e-tron à 100 000 €) et organisé un campement et une grande manifestation lundi dernier de 10 000 personnes pour la sauvegarde des emplois.

Audi appartient à Volkswagen, qui a fait 17,9 milliards de profit en 2023 et a, elle aussi, de quoi maintenir tous les emplois.